



Organisation
internationale
du Travail



ADWA'
Faire avancer l'Agenda du Travail
décent en Afrique du Nord >>>

ECONOMIC
RESEARCH
FORUM



منتدى
البحوث
الاقتصادية



Points principaux du premier
cycle NOVEMBRE 2020

Enquête rapide sur la population active et l'impact de la COVID-19 en Tunisie

Publié en février 2021

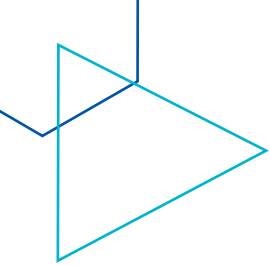
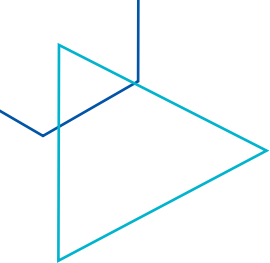


Table des matières

Liste des graphiques	03
Introduction	05
Réponses du gouvernement tunisien face à la pandémie de COVID-19 en Tunisie	06
1. Emploi et chômage	08
2. Salaires et revenus	13
3. Chefs d'entreprise et petites entreprises	17
4. Passage au travail en ligne et à domicile	22
5. Avez-vous dû faire face à l'une des situations suivantes ? Obstacles et stratégies d'adaptation des ménages	23
6. Agriculteurs	25
Annexe	26



Liste des graphiques

Graphique 1: Évolution des cas de COVID-19 en Tunisie et réponse du gouvernement	7
Graphique 2: Répartition des personnes interrogées en fonction de l'activité/la profession principale, en pourcentage, en février 2020	7
Graphique 3: Variation du statut de la population active, en pourcentage, entre février et octobre 2020	8
Graphique 4: Variation du taux de chômage, en fonction du niveau d'éducation, en pourcentage, entre février et octobre 2020	9
Graphique 5: Variation du statut sur le marché du travail, en fonction du sexe, en pourcentage, entre février et octobre 2020	9
Graphique 6: Taux de chômage en fonction du sexe en novembre 2020, selon la définition standard (à gauche) et en incluant les personnes qui ne sont pas en recherche active d'un emploi (à droite) (en %)	10
Graphique 7: Changement de statut sur le marché du travail, entre février et octobre 2020 (situation des personnes en âge de travailler en octobre, selon leur situation en février)	10
Graphique 8: Changement de statut sur le marché du travail en fonction de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, entre février et octobre 2020 (situation des personnes en âge de travailler en octobre selon leur situation en février 2020)	11
Graphique 9: Au cours des 60 derniers jours, avez-vous été concerné par les situations suivantes à cause de la COVID-19 ou des restrictions qui en découlent (en %) ?	12
Graphique 10: Variation du total des revenus mensuels des ménages, par rapport à février 2020	13
Graphique 11: Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du sexe, entre février et octobre 2020	14
Graphique 12: Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du niveau d'éducation, entre février et octobre 2020	14
Graphique 13: Variation de salaire et de temps de travail, en fonction de l'activité économique, entre février et octobre 2020	15
Graphique 14: Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du type de secteur, entre février et octobre 2020	15
Graphique 15: Variation de salaire et de temps de travail, en fonction de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, entre février et octobre 2020	16
Graphique 16: Variation moyenne de salaire en fonction du sexe, du niveau d'éducation, de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, du type de secteur et de l'activité économique (en %)	17
Graphique 17: Répartition des entreprises en fonction du nombre d'employés, en pourcentage, en février 2020	17
Graphique 18: Répartition des entreprises en fonction du statut actuel, (en %)	18

Graphique 19: Variation signalée liée à l'épidémie de COVID-19 ou aux restrictions qui en découlent (en %)	18
Graphique 20: Pourcentage d'employeurs ou de chefs d'entreprise ayant sollicité ou recevant une aide du gouvernement	19
Graphique 21: Aides des pouvoirs publics liées à la COVID-19 les plus sollicitées par les employeurs ou les chefs d'entreprise (en %)	19
Graphique 22: Stratégies des entreprises pour limiter la proximité physique directe avec les clients (en %)	20
Graphique 23: Variation moyenne du chiffre d'affaires au cours des 60 derniers jours, en fonction de la taille de l'entreprise, par rapport à la même période l'année précédente	20
Graphique 24: Réduction moyenne du chiffre d'affaires signalé par les entreprises, par taille d'entreprise, (en %)	21
Graphique 25: Prévisions du chiffre d'affaires de 2020, par rapport à 2019	21
Graphique 26: Possibilité de travailler à domicile, par lieu de résidence, niveau d'éducation et activité économique (en %)	22
Graphique 27: Possibilité de travailler en ligne	22
Graphique 28: Sécurité alimentaire : Au cours des 7 derniers jours, avez-vous ou un membre de votre ménage a-t-il dû faire face à l'une des situations suivantes (en %) ?	23
Graphique 29: Avez-vous eu besoin de recourir à ces stratégies d'adaptation depuis la fin du mois de février 2020 (en %) ?	24
Graphique 30: Difficultés rencontrées par les agriculteurs depuis février 2020	25

Introduction

Ce rapport est un résumé des principaux résultats du premier cycle d'enquêtes rapides sur la population active réalisé en novembre 2020 par l'OIT et l'ERF pour effectuer un suivi de l'impact de la COVID-19 sur les ménages, les entreprises familiales et les agriculteurs en Tunisie. Ce premier cycle fait partie d'une série d'enquêtes par panel qui suivent l'évolution de la pandémie sur le marché du travail tunisien. Cette enquête estime rétrospectivement la situation de départ en février 2020, avant la COVID-19, et mesure les indicateurs clés sur le mois ou la semaine précédant son lancement. L'enquête a été réalisée par téléphone en suivant l'approche des appels aléatoires. Les personnes interrogées avaient entre 18 et 64 ans et possédaient un téléphone portable. Un échantillon composé des entretiens de 2 000 personnes interrogées a été utilisé. Il a été pondéré de façon à être représentatif au niveau national, grâce à l'inclusion dans l'enquête d'une question sur le nombre de téléphones au sein du ménage et d'autres questions liées aux données démographiques du ménage. La méthodologie de l'enquête et les résultats des appels téléphoniques sont présentés de manière plus détaillée en annexe.

Le questionnaire sur les ménages couvre les données démographiques et les caractéristiques du ménage, le statut sur le marché du travail, l'éducation, la sécurité alimentaire, les revenus, les filets de protection sociale, les attitudes envers les risques et la distanciation sociale, les stratégies d'adaptation et la santé mentale. Il comprend un module central, un module individuel, un module sur les travailleurs, un module sur les exploitations agricoles, un module sur les entreprises familiales, un module sur les femmes et un module de suivi. Une présentation plus détaillée des résultats suit ce rapport.

Principaux résultats

- Le taux de chômage au sein de la population interrogée a subi une augmentation de 33 % (passant de 9 % à 12 %) entre février et octobre 2020. Le confinement a compliqué la recherche d'emploi ou l'a rendue impossible dans certains cas : si l'on ne tient pas compte de la condition de recherche d'un emploi pour comptabiliser les chômeurs, 38 % des personnes interrogées sont considérées comme étant au chômage.
- Les travailleurs salariés de l'économie informelle ont été 3 fois plus touchés par la perte de leur emploi que les travailleurs salariés de l'économie formelle. Le taux de chômage a augmenté plus beaucoup fortement chez les hommes que chez les femmes. L'augmentation du taux de chômage a touché les personnes de tous niveaux d'éducation confondus, avec une augmentation de 33 % chez les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, de 36 % chez les personnes ayant une éducation de base et de 33 % chez les personnes ayant un niveau inférieur à l'éducation de base. Les diplômés de l'enseignement secondaire ont été les moins touchés.
- Au cours des 60 jours précédant l'enquête, 32 % des travailleurs salariés ont fait l'objet d'un licenciement temporaire et 13 % d'un licenciement définitif à cause de la COVID-19 ou des restrictions qui en découlent.
- Plus de la moitié (51 %) des ménages interrogés ont signalé des baisses de revenus depuis février 2020. Plus que 38 % des ménages ont vu leurs revenus baisser de plus que 25%.
- Les baisses de temps de travail ont concerné 30 % des hommes salariés et 28 % des femmes salariées, tandis que les baisses de salaire ont concerné 22 % des hommes salariés et 17 % des femmes salariées pendant la même période. Les travailleurs salariés au niveau d'éducation le plus faible ont été de loin les plus touchés par les réductions de temps de travail et de salaire.
- Plus des trois quarts des ménages ont signalé devoir réduire leurs dépenses alimentaires à cause des augmentations des prix (79 %) et des baisses de revenus (75 %). L'utilisation de l'épargne et le recours à une aide de la famille au pays ont constitué les principales stratégies d'adaptation utilisées par les ménages pour faire face à la COVID-19.
- Seulement 14 % des travailleurs salariés ont signalé pouvoir travailler à domicile.
- Parmi les entreprises qui étaient en activité en février 2020, en novembre 2020, 5 % avaient cessé définitivement leur activité, 23 % avaient temporairement interrompu leur activité et 46 % avaient réduit leur temps de travail. Seulement 24 % des entreprises ont signalé pouvoir exercer leur activité sans variation significative.
- Les prêts aux entreprises garantis par le gouvernement représentaient l'aide publique la plus fréquemment citée par les chefs d'entreprise.

Réponses du gouvernement tunisien face à la pandémie de COVID-19 en Tunisie

À la suite de la révolution de 2011, l'économie tunisienne a connu une transition difficile, aggravée par l'instabilité en Libye. En 2019, la crise de la COVID-19 a aggravé la crise économique précédente et les défis sociaux, notamment à cause d'une faible croissance (juste 1 % en 2019), un taux de chômage élevé et des déficits importants dans le budget et dans les comptes courants.¹

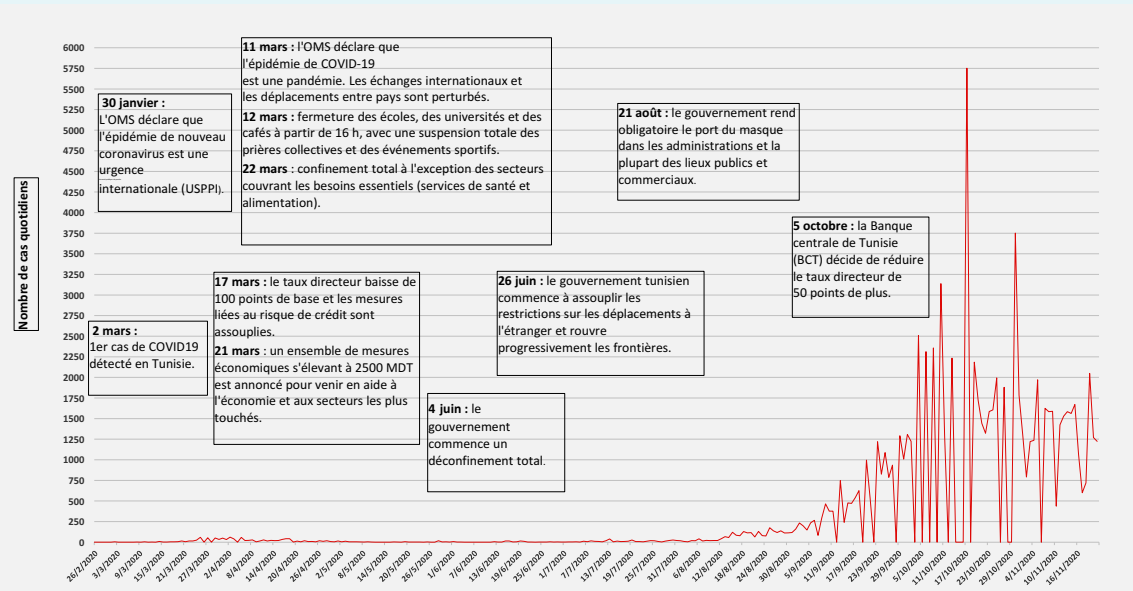
Le premier cas de COVID-19 en Tunisie a été signalé le 2 mars 2020. La propagation du virus est restée relativement contenue au cours des semaines suivantes grâce à la réponse proactive du gouvernement tunisien. À la mi-mars, l'épidémie a été déclarée urgence de santé publique nationale et une série de mesures sanitaires et de confinement ont été adoptées. Le gouvernement a fermé les écoles et les universités et a suspendu les prières collectives et les événements sportifs. Le 22 mars, un confinement strict a été imposé, en limitant les déplacements au travail et aux besoins essentiels (services de santé et alimentation). L'assouplissement des mesures de confinement a commencé en juin 2020 et une forte hausse du nombre de cas détectés a été observée en septembre 2020 (Graphique 1). En novembre 2020, de nouvelles restrictions ont été imposées, comme le port du masque dans la plupart des lieux publics et commerciaux, mais le gouvernement s'est abstenu d'imposer un autre confinement strict.

Dans le cadre de la réponse économique et sociale de la Tunisie, la Banque centrale de Tunisie (BCT) a baissé son taux directeur de 150 points de base et a assoupli les mesures liées au risque de crédit. La BCT a demandé aux banques de reporter le paiement des remboursements des prêts existants et de suspendre les frais de paiement électronique et de retrait. En outre, la BCT a demandé aux banques d'appliquer un moratoire sur les remboursements des prêts des ménages pour une période de 3 à 6 mois, en fonction du niveau de revenu net. Sur le plan fiscal, le 21 mars 2020, le gouvernement tunisien a annoncé un plan d'urgence de 2,5 milliards de dinars (TND) (928 millions de dollars (USD)), comprenant des exemptions de paiement de la TVA, la réorganisation des arriérés de paiement des taxes et des droits de douane ainsi que des mesures d'assouplissement d'accès aux liquidités. Les transferts d'argent au profit des ménages à faibles revenus, des personnes handicapées et des sans-abris ont été mis en place pour un montant de 450 millions de dinars (TND) sur trois mois. Une assurance chômage spéciale a également été introduite pour un montant de 300 millions de dinars (TND).



¹ EMNES. « COVID-19 in the Mediterranean and Africa - Diagnosis, Policy Responses, Preliminary Assessment and Way Forward », avril 2020.

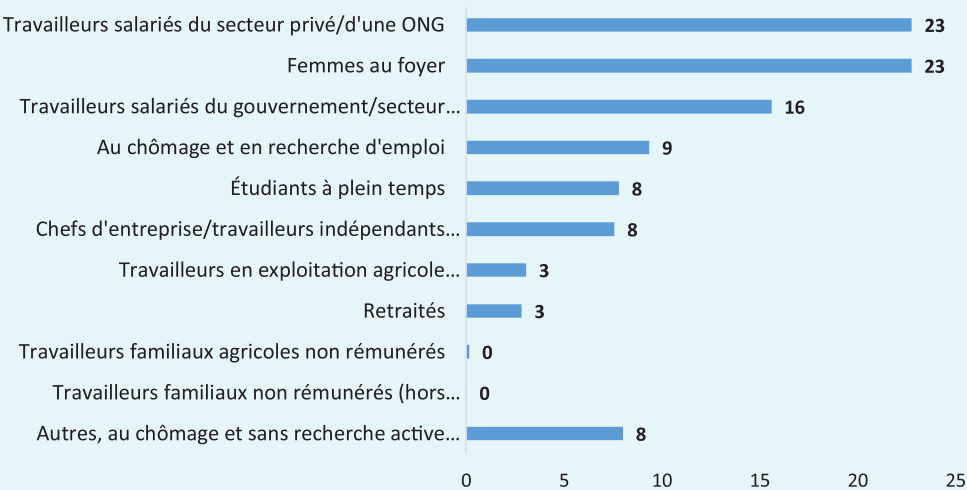
► **Graphique 1:** Évolution des cas de COVID-19 en Tunisie et réponse du gouvernement



Source : graphique réalisé par les auteurs à l'aide de la base de données de l'OMS sur la COVID-19.

Le Graphique 2 illustre la répartition des participants à l'enquête de l'ERF sur la COVID-19 en Tunisie, selon leur activité professionnelle en février 2020.

► **Graphique 2:** Répartition des personnes interrogées en fonction de l'activité/la profession principale, en pourcentage, en février 2020

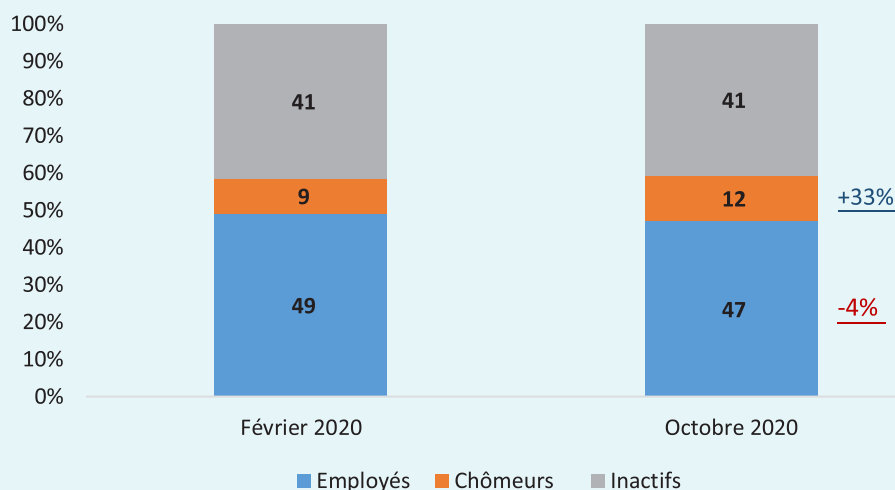


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► Emploi et chômage

Le taux de chômage² au sein de la population interrogée en âge de travailler a subi une augmentation de 33 % entre février et octobre 2020 (Graphique 3). Le taux de chômage est passé de 13 % à 22 % (en prenant la population active comme dénominateur commun) (Graphique 6). La participation de la population active est restée stable à 41 % de la population en âge de travailler.

► **Graphique 3:** Variation du statut de la population active, en pourcentage, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

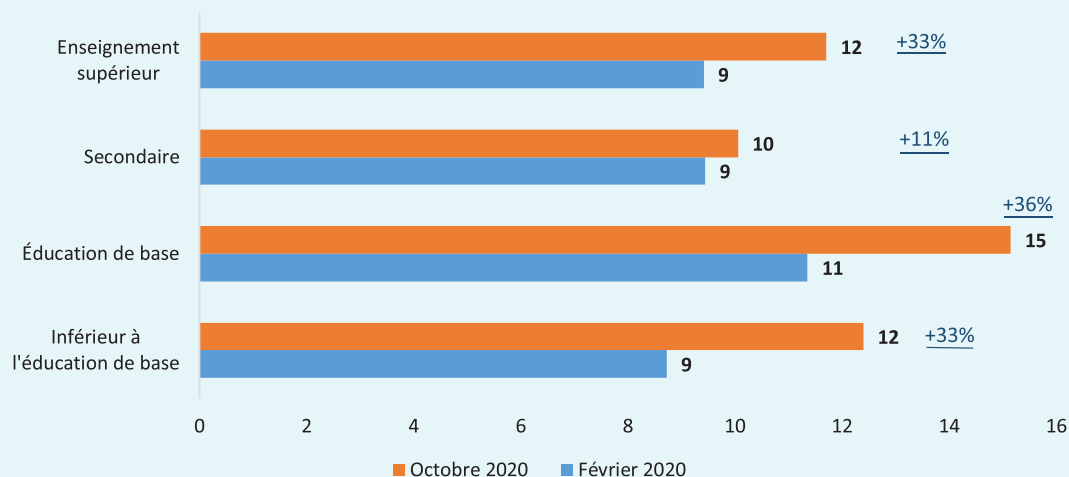
Remarque: le taux de chômage a été mesuré à l'aide de questions directes sur l'activité de recherche d'emploi de la personne interrogée en février et en octobre 2020, sans recherche supplémentaire pour vérifier si les personnes interrogées recherchaient vraiment un emploi.

Les diplômés de l'enseignement secondaire ont été moins touchés que les autres segments de niveaux d'éducation (Graphique 4). Le taux de chômage a augmenté de manière plus significative chez les hommes (plus +41%) que chez les femmes (+11 %) (Graphique 5).



² L'enquête de suivi de la COVID-19 de l'ERF a couvert trois périodes de référence de mesure des taux d'emploi et de chômage. La première période se situe avant la COVID-19, c'est-à-dire avant février 2020, la deuxième couvre le mois précédant l'enquête (octobre 2020), et la troisième couvre la semaine précédant l'enquête. Les indicateurs comparables se basent sur les mesures entre février 2020 et octobre 2020. Les indicateurs de statut actuel se basent sur la troisième période de référence d'une semaine.

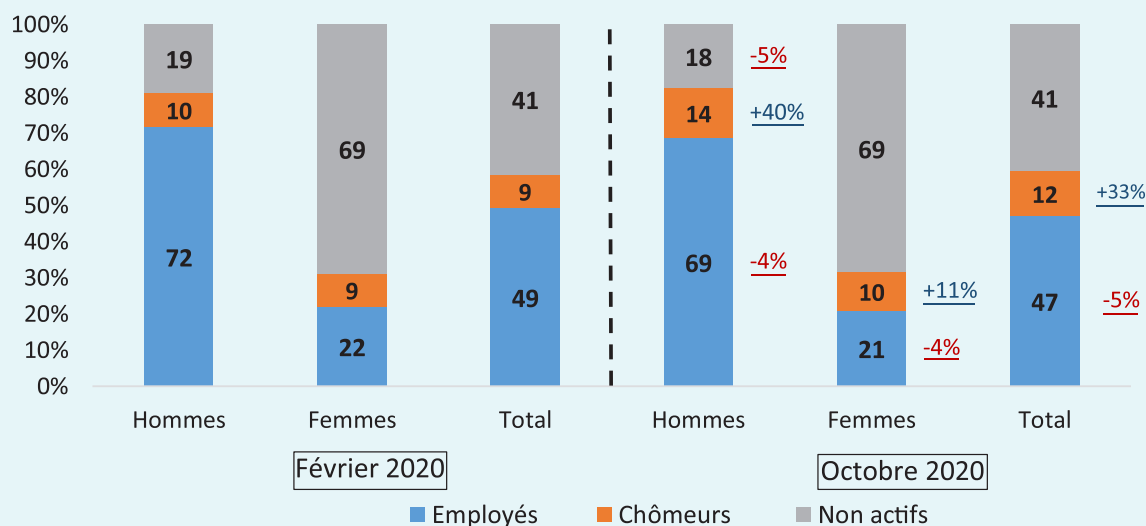
► **Graphique 4:** Variation du taux de chômage, en fonction du niveau d'éducation, en pourcentage, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Remarque: L'échantillon représente la population cible, c'est-à-dire les propriétaires (utilisateurs) de téléphones portables 18-64 ans. En Tunisie, les femmes moins éduquées sont moins susceptibles d'avoir un téléphone portable et sont moins susceptibles d'être au chômage, tandis que le taux de chômage tend à être plus élevé chez les femmes éduquées qui sont plus susceptibles de posséder un téléphone portable. Le taux de chômage estimé dans ce rapport reflète cette population.

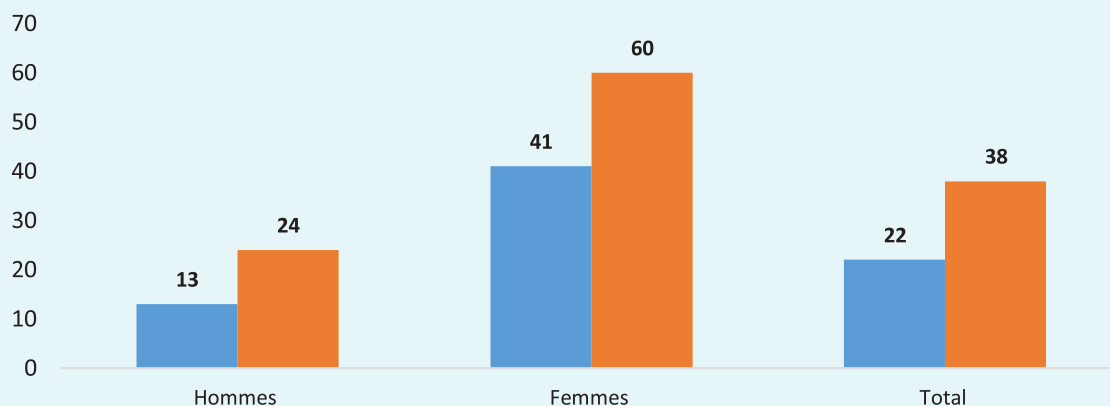
► **Graphique 5:** Variation du statut sur le marché du travail, en fonction du sexe, en pourcentage, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Le confinement a compliqué la recherche d'emploi ou l'a rendue impossible dans certains cas: si l'on ne tient pas compte de la condition de recherche d'un emploi pour comptabiliser les chômeurs, seulement 38 % des personnes interrogées sont considérées comme étant au chômage (Graphique 6). 82 % des personnes qui étaient au chômage en février l'étaient toujours en octobre 2020, et 16 % des travailleurs salariés du secteur privé avaient perdu leur emploi en octobre. Le secteur public a été davantage épargné (Graphique 7).

► **Graphique 6:** Taux de chômage en fonction du sexe en novembre 2020, selon la définition standard (à gauche) et en incluant les personnes qui ne sont pas en recherche active d'un emploi (à droite) (en %)



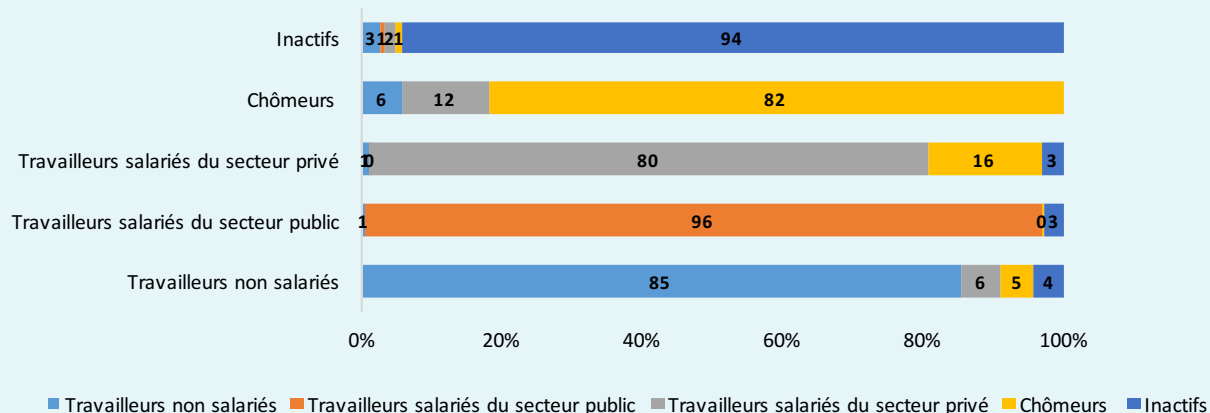
Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Remarque : mesure correspondant à la semaine précédant l'enquête.



³ Les travailleurs non salariés comprennent les travailleurs indépendants (28 %), les employeurs (70 %) et les travailleurs familiaux non rémunérés (2 %).

► **Graphique 7:** Changement de statut sur le marché du travail³, entre février et octobre 2020 (situation des personnes en âge de travailler en octobre, selon leur situation en février)



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

En octobre 2020, les travailleurs salariés de l'économie informelle étaient 3 fois plus touchés par les pertes d'emploi que les travailleurs salariés de l'économie formelle (Graphique 8).

► **Graphique 8:** Changement de statut sur le marché du travail en fonction de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle⁴, entre février et octobre 2020 (situation des personnes en âge de travailler en octobre selon leur situation en février 2020)

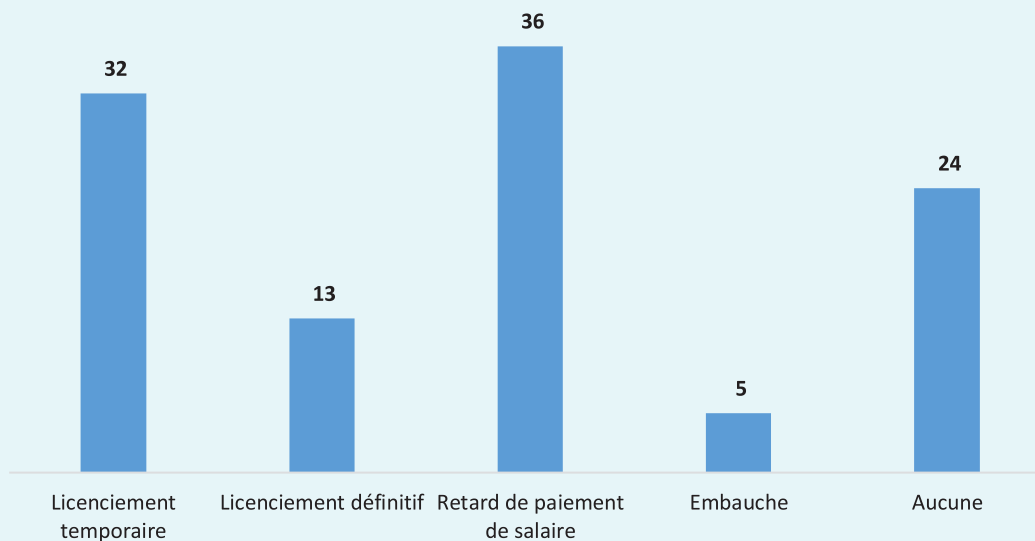


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

En octobre, 32 % des personnes qui étaient salariées en février avaient fait l'objet d'un licenciement temporaire et 13 % d'un licenciement définitif. En outre, plus du tiers des travailleurs salariés ont dû faire face à des retards de paiement de salaire (Graphique 9).

⁴ L'appartenance à l'économie formelle correspond à la contribution à l'assurance sociale.

► **Graphique 9:** Au cours des 60 derniers jours, avez-vous été concerné par les situations suivantes à cause de la COVID-19 ou des restrictions qui en découlent (en %) ?



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

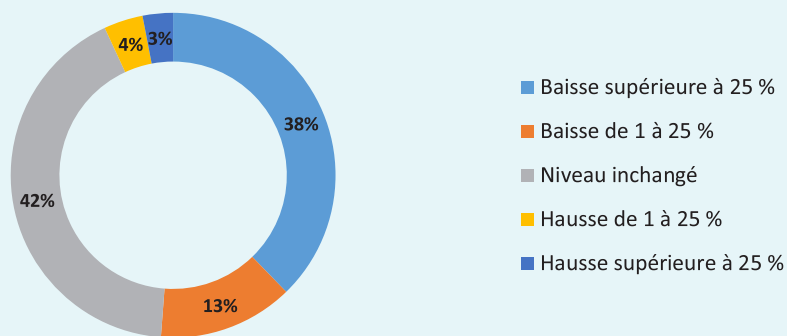
Remarque : plusieurs réponses étaient acceptées.



► Salaires et revenus

Plus de la moitié des personnes interrogées ont signalé des baisses de revenus pour leur ménage depuis février 2020. 38 % des personnes interrogées ont perdu plus de 25 % de leurs revenus (Graphique 10).

► **Graphique 10:** Variation du total des revenus mensuels des ménages, par rapport à février 2020



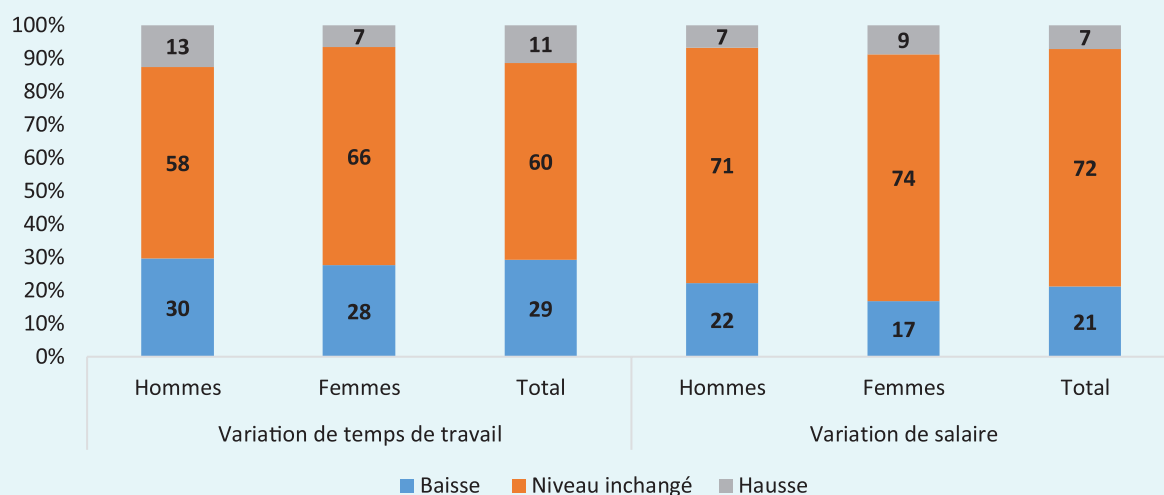
Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Les travailleurs salariés ont été touchés par des réductions importantes de temps de travail et de salaire⁵ depuis février 2020. Les baisses de temps de travail ont concerné 30 % des hommes salariés et 28 % des femmes salariées, tandis que les baisses de salaire ont concerné 22 % des hommes salariés et 17 % des femmes salariées (Graphique 11). Les travailleurs salariés au niveau d'éducation le plus faible ont été les plus touchés par les réductions de temps de travail et de salaire (Graphique 12, Graphique 16).



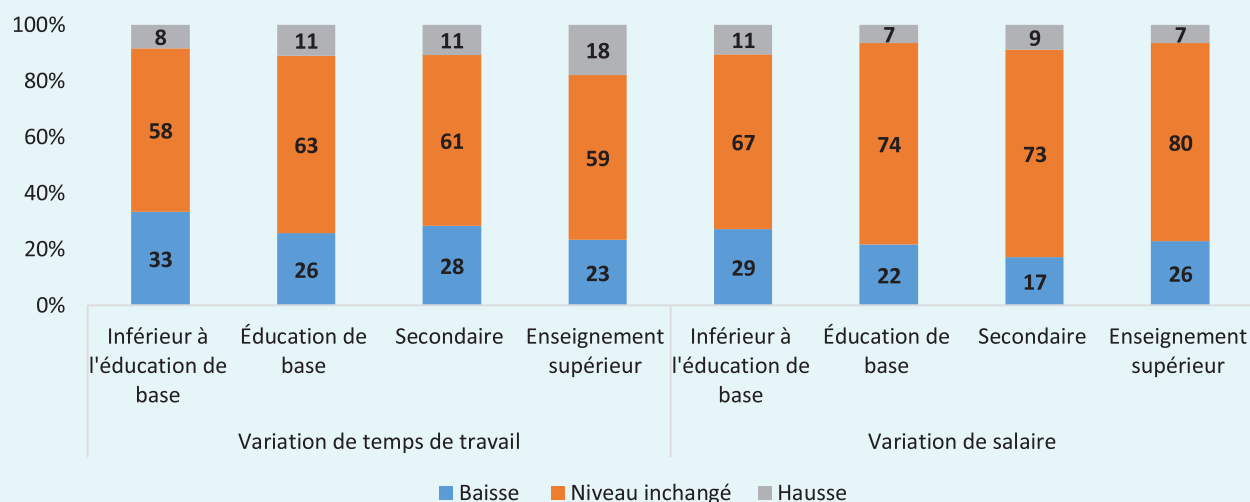
⁵ Cette variation de salaire est uniquement calculée pour les travailleurs salariés ayant conservé leur emploi depuis février 2020.

► **Graphique 11:** Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du sexe, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

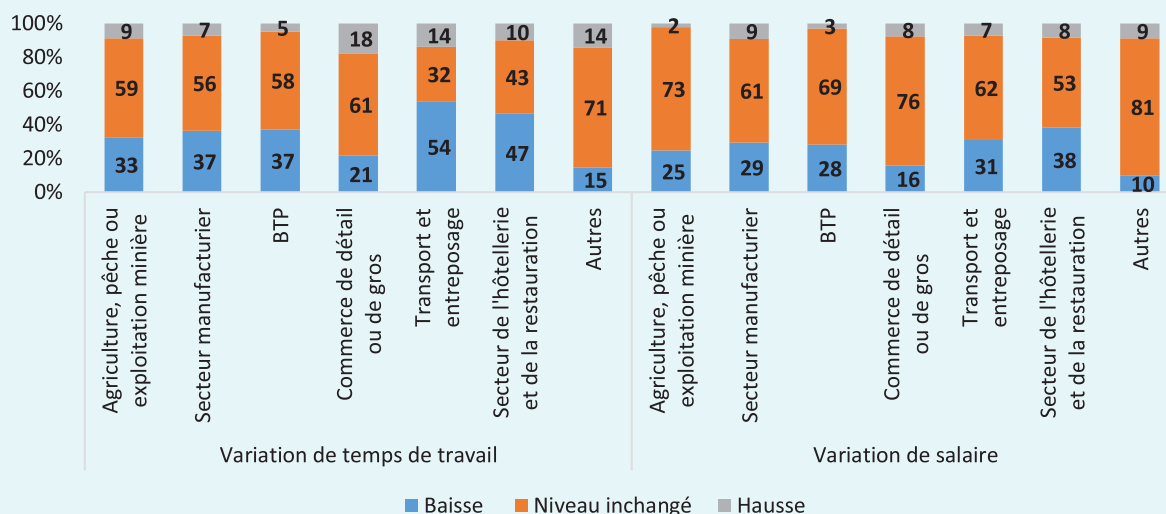
► **Graphique 12:** Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du niveau d'éducation, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Les travailleurs du secteur de l'hôtellerie ont été les plus touchés par les réductions de salaire. L'impact de la pandémie a fortement été ressenti par les travailleurs de tous secteurs confondus, et plus de 25 % des travailleurs du secteur manufacturier, de l'agriculture, du BTP et des transports ont dû faire face à des baisses de salaire (Graphique 13). Les travailleurs salariés des secteurs de l'hôtellerie, du BTP et du commerce de détail ont vu leur salaire baisser en moyenne de 28 %, 27 % et 12 %, respectivement (Graphique 16).

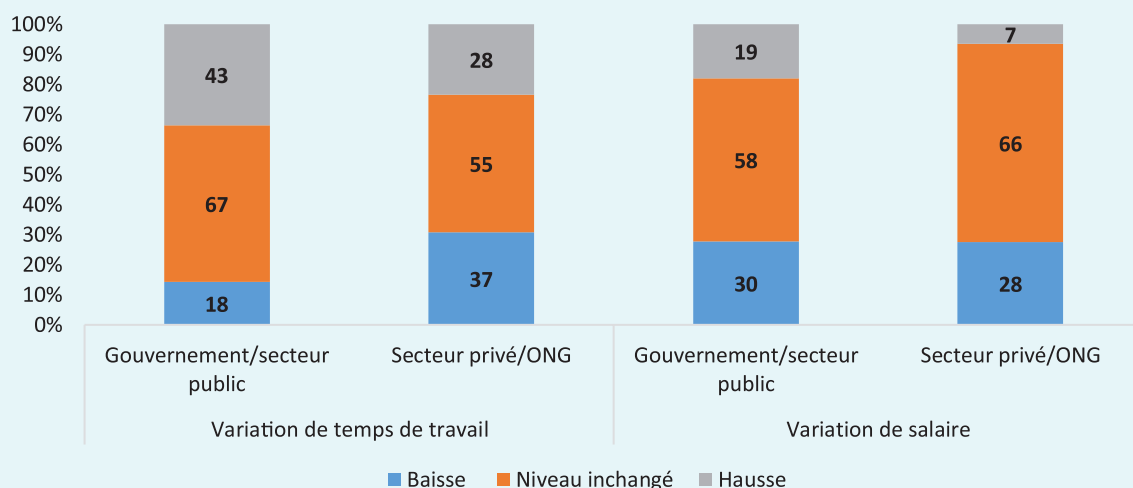
► **Graphique 13:** Variation de salaire et de temps de travail, en fonction de l'activité économique, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

37 % des travailleurs salariés du secteur privé ont signalé une baisse de leur temps de travail, contre 18 % des travailleurs salariés du secteur public. En ce qui concerne les variations de salaire, près d'un tiers des travailleurs salariés des secteurs public et privé ont vu leur salaire baisser (Graphique 14). Cependant, la variation moyenne de salaire a été plus prononcée chez les travailleurs salariés du secteur privé (-11 %), que chez les travailleurs salariés du secteur public (-2 %), comme illustré dans le Graphique 16.

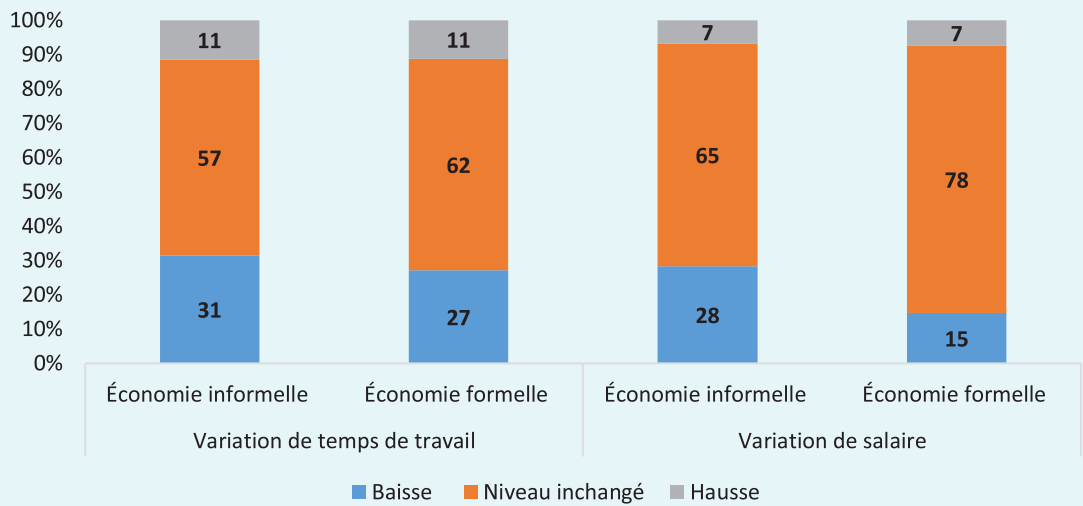
► **Graphique 14:** Variation de salaire et de temps de travail, en fonction du type de secteur, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Les travailleurs de l'économie informelle ont été moins protégés des répercussions de la COVID-19. Les données du Graphique 15 indiquent que 28 % des travailleurs de l'économie informelle ont signalé une réduction de salaire, contre 15 % des travailleurs salariés de l'économie formelle. Par ailleurs, l'amplitude de réduction de salaire était deux fois plus importante dans l'économie informelle (-10 %), que dans l'économie formelle (-5 %), comme indiqué dans le Graphique 16.

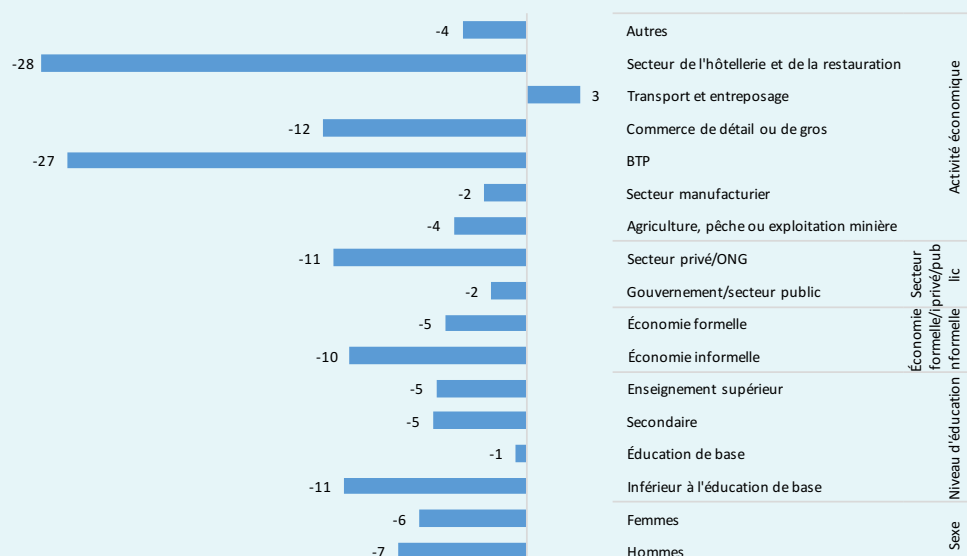
► **Graphique 15:** Variation de salaire et de temps de travail, en fonction de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, entre février et octobre 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19



► **Graphique 16:** Variation moyenne de salaire en fonction du sexe, du niveau d'éducation, de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, du type de secteur et de l'activité économique (en %)



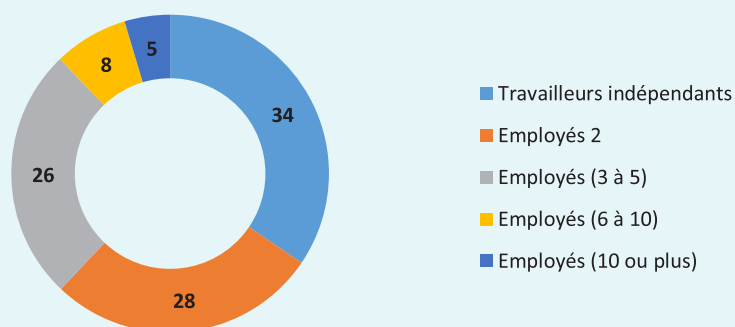
Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Remarque : les variations de salaire sont calculées à l'aide des salaires signalés en février et en octobre 2020, y compris pour les personnes ayant signalé un salaire nul en octobre 2020, après exclusion du centile le plus élevé.

► Chefs d'entreprise et petites entreprises

Dans notre échantillon, environ 1/3 des chefs d'entreprise sont des travailleurs indépendants et plus de 90 % emploient un maximum de 5 employés (Graphique 17).

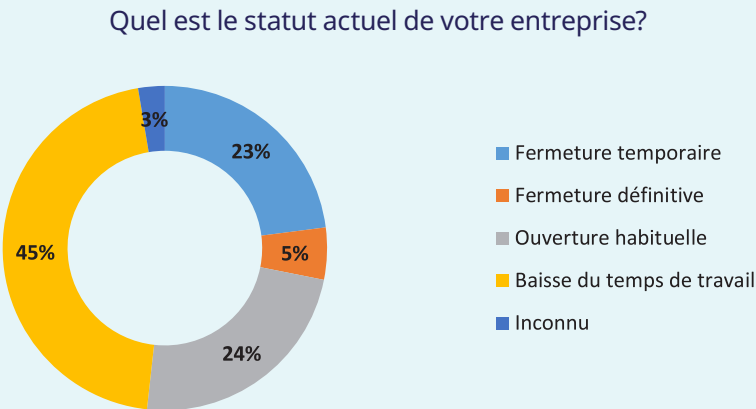
► **Graphique 17:** Répartition des entreprises en fonction du nombre d'employés, en pourcentage, en février 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Seulement 24 % des entreprises interrogées ont signalé n'avoir aucune variation significative de leur activité. En novembre 2020, parmi les entreprises qui étaient en activité en février 2020, 5 % avaient cessé définitivement leur activité, 23 % avaient temporairement interrompu leur activité et 46 % avaient réduit leur temps de travail (Graphique 18).

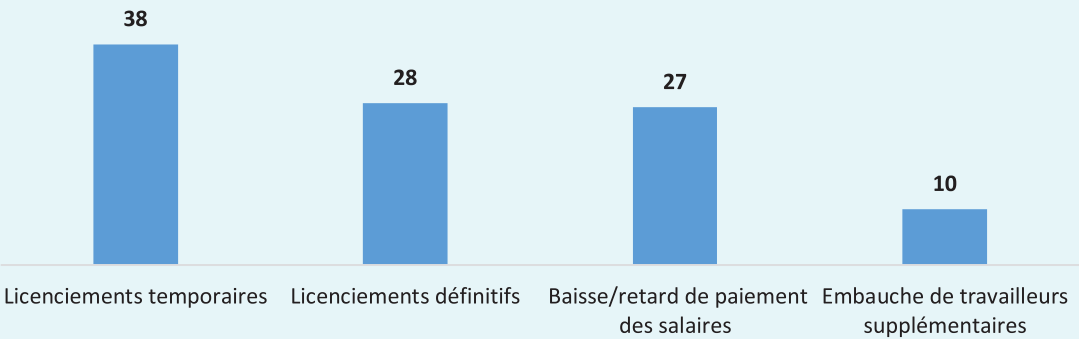
► **Graphique 18:** Répartition des entreprises en fonction du statut actuel, (en %)



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Parmi les employeurs, 38 % avaient été contraints de licencier temporairement certains de leurs employés et 28 % d'en licencier de manière définitive (Graphique 19).

► **Graphique 19:** Variation signalée liée à l'épidémie de COVID-19 ou aux restrictions qui en découlent (en %)

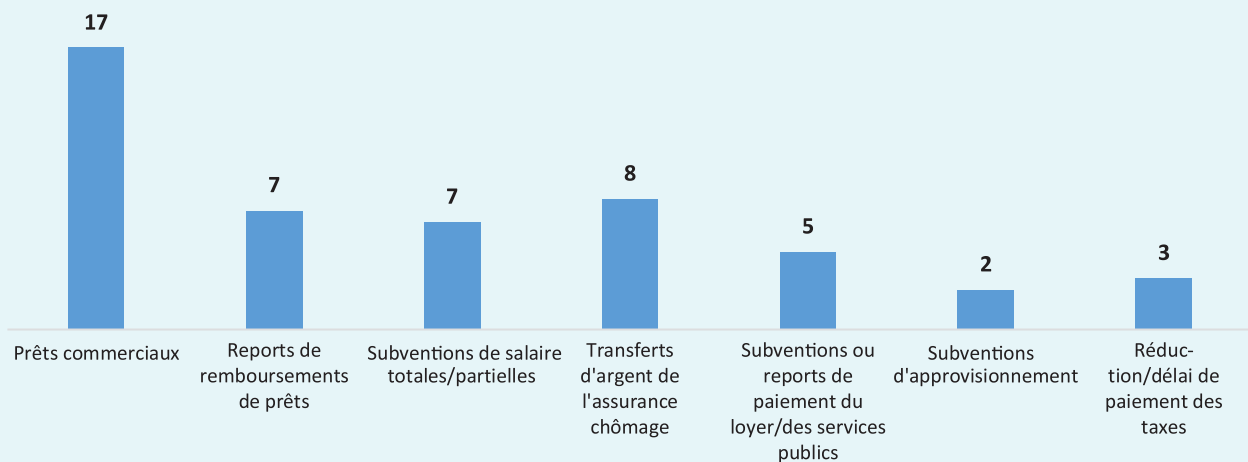


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Remarque : variation signalée uniquement par les employeurs

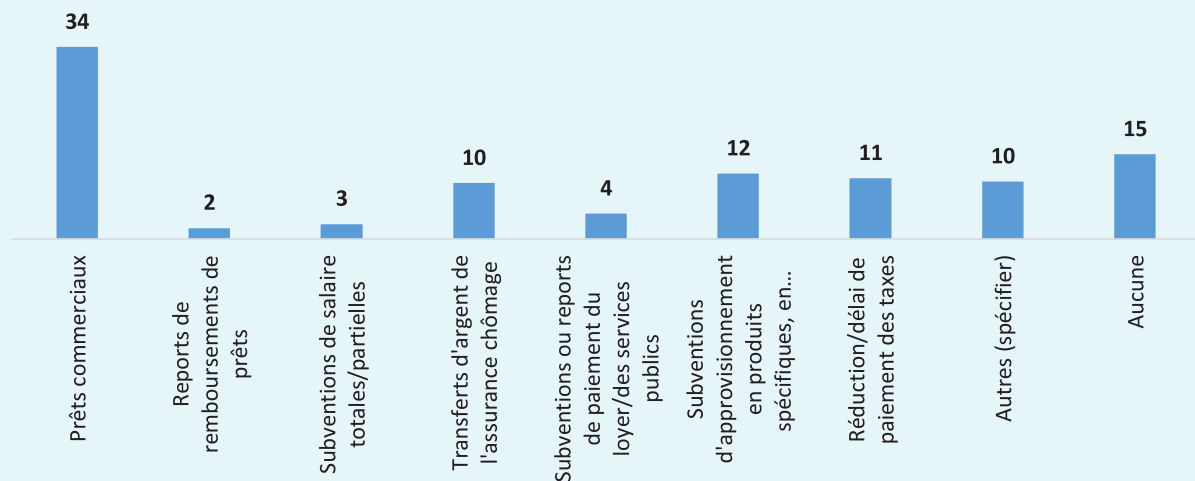
Parmi tous les ménages interrogés ayant indiqué être chefs d'entreprise, seulement 27 % déclaraient avoir sollicité ou recevoir une aide⁶ du gouvernement. Les programmes de prêts spéciaux constituent l'aide aux entreprises la plus fréquemment utilisée (Graphique 20, Graphique 21) mais toute une gamme de mesures est également citée.

► **Graphique 20:** Pourcentage d'employeurs ou de chefs d'entreprise ayant sollicité ou recevant une aide du gouvernement



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► **Graphique 21:** Aides des pouvoirs publics liées à la COVID-19 les plus sollicitées par les employeurs ou les chefs d'entreprise (en %)

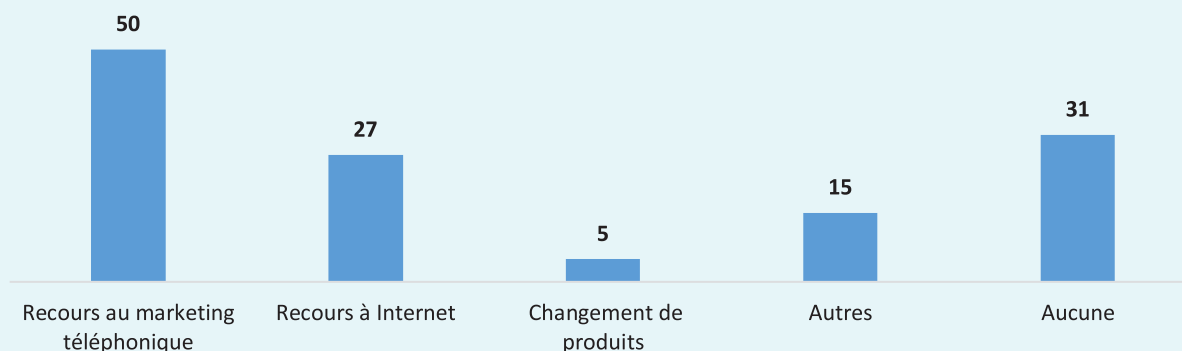


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

⁶Plusieurs réponses étaient acceptées.

Le recours au marketing téléphonique et à Internet constitue les deux principales stratégies adoptées par les entreprises pour respecter les mesures de distanciation sociale et limiter la proximité physique avec les clients (Graphique 22).

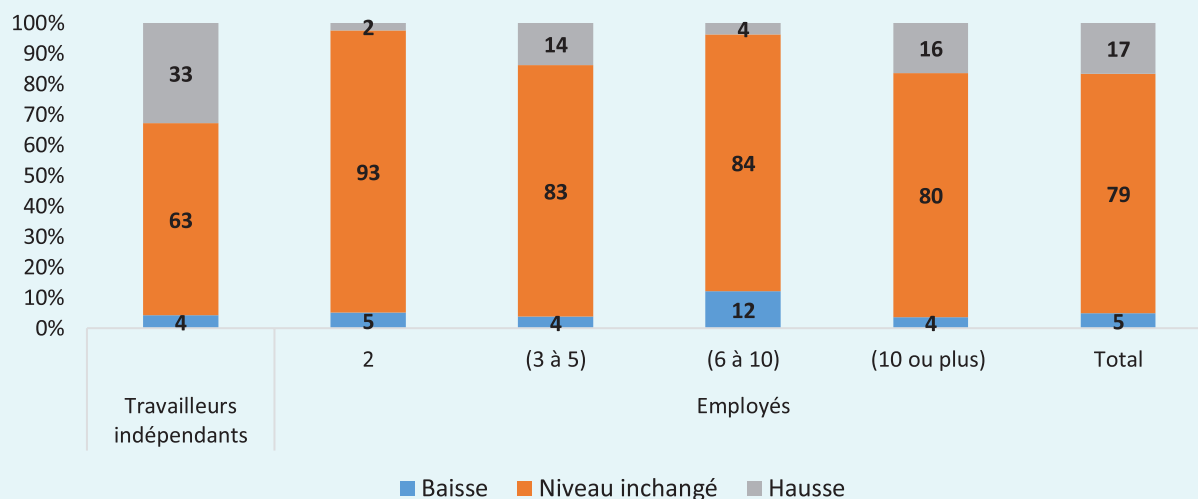
► **Graphique 22:** Stratégies des entreprises pour limiter la proximité physique directe avec les clients (en %)



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

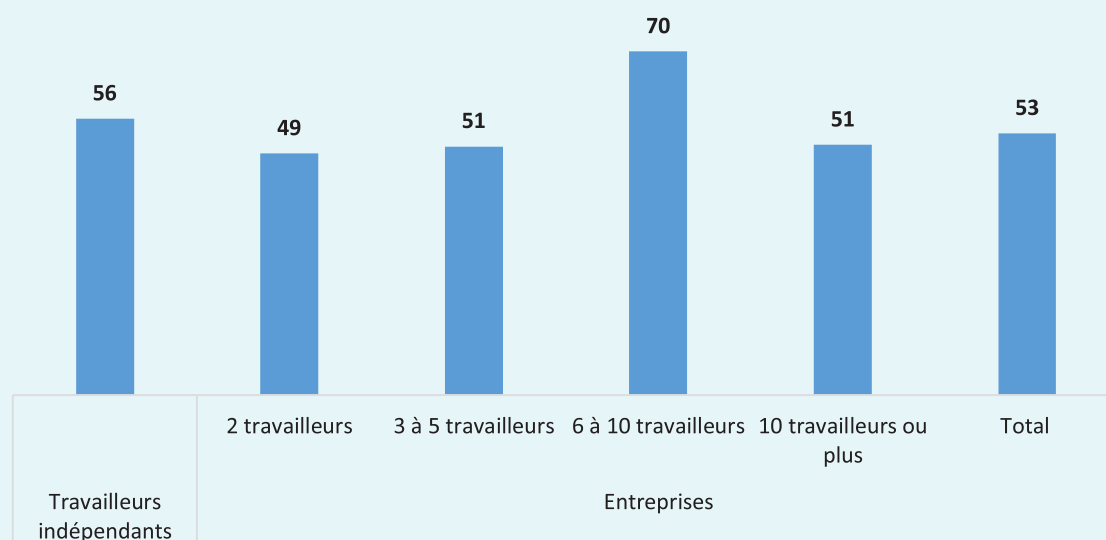
En comparant le chiffre d'affaires des deux derniers mois précédant l'enquête à celui de la même période l'année précédente, 79 % des entreprises interrogées ont indiqué que leur chiffre d'affaires avait baissé de plus de la moitié (Graphique 23, Graphique 24). Par ailleurs, la plupart des personnes interrogées préoyaient une baisse de leur chiffre d'affaires en 2020, par rapport à 2019 (Graphique 25).

► **Graphique 23:** Variation moyenne du chiffre d'affaires au cours des 60 derniers jours, en fonction de la taille de l'entreprise, par rapport à la même période l'année précédente



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

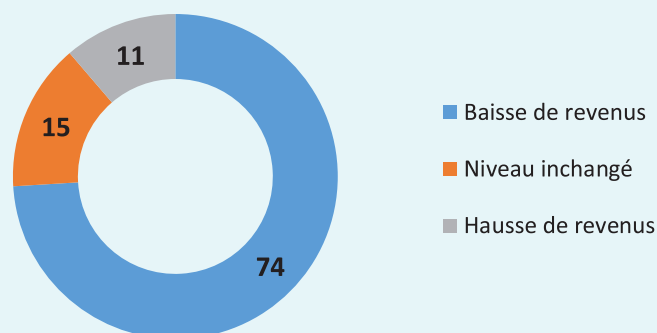
► **Graphique 24:** Réduction moyenne du chiffre d'affaires signalé par les entreprises, par taille d'entreprise, (en %)



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► **Graphique 25:** Prévisions du chiffre d'affaires de 2020, par rapport à 2019

En 2020, quelle variation de votre chiffre d'affaires total prévoyez-vous, par rapport à 2019?

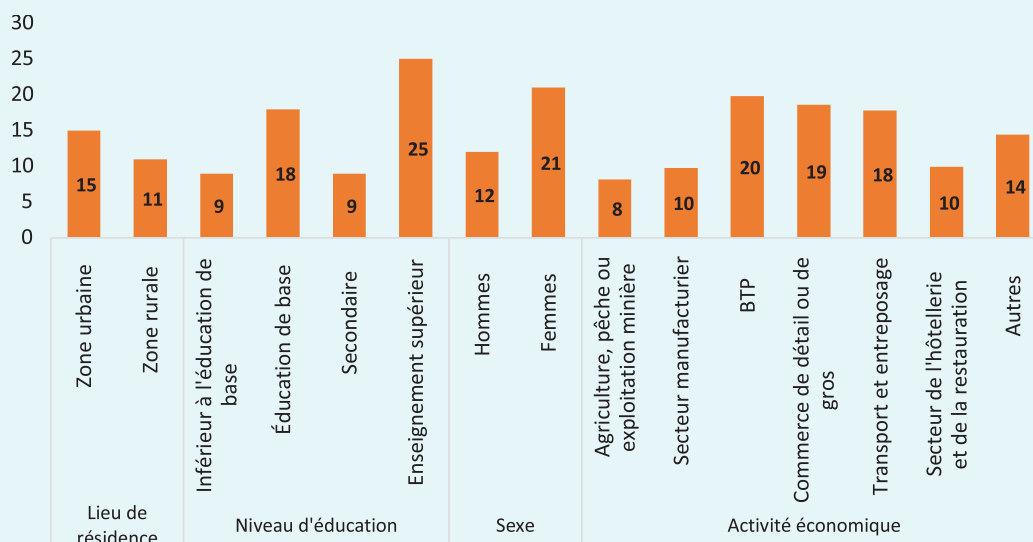


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► Passage au travail en ligne et à domicile

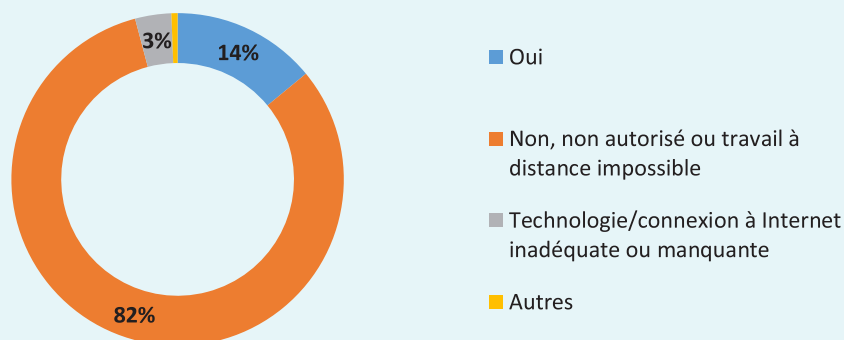
Seulement 14 % des employés salariés interrogés en Tunisie ont signalé pouvoir travailler à domicile, et 82 % ont indiqué que leur travail n'était pas réalisable à distance/à domicile à cause de la nature de leur emploi (Graphique 27). Le pourcentage des personnes pouvant travailler à domicile était plus élevé chez les personnes au niveau d'éducation élevé et chez les travailleurs salariés habitant en zone urbaine (Graphique 26).

► **Graphique 26:** Possibilité de travailler à domicile, par lieu de résidence, niveau d'éducation et activité économique (en %)



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► **Graphique 27:** Possibilité de travailler à domicile, par lieu de résidence, niveau d'éducation et activité économique (en %)

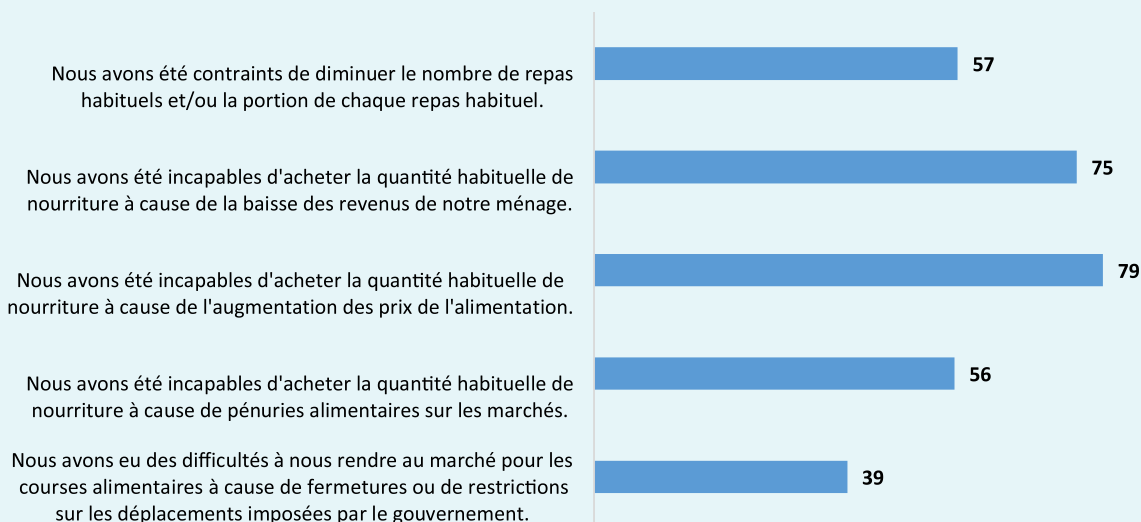


Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

► Avez-vous dû faire face à l'une des situations suivantes ? Obstacles et stratégies d'adaptation des ménages

Au cours des sept jours précédant l'enquête, les personnes interrogées ont indiqué que leur ménage était incapable d'acheter la quantité habituelle de nourriture à cause de la hausse des prix des denrées (pour 79 %) et à cause de la baisse de leurs revenus (pour 75 %). En outre, 56 % des personnes interrogées ont déclaré devoir diminuer la quantité habituelle de nourriture (Graphique 28). Ces obstacles étaient plus fréquents chez les personnes interrogées dont le niveau d'éducation était le plus faible.

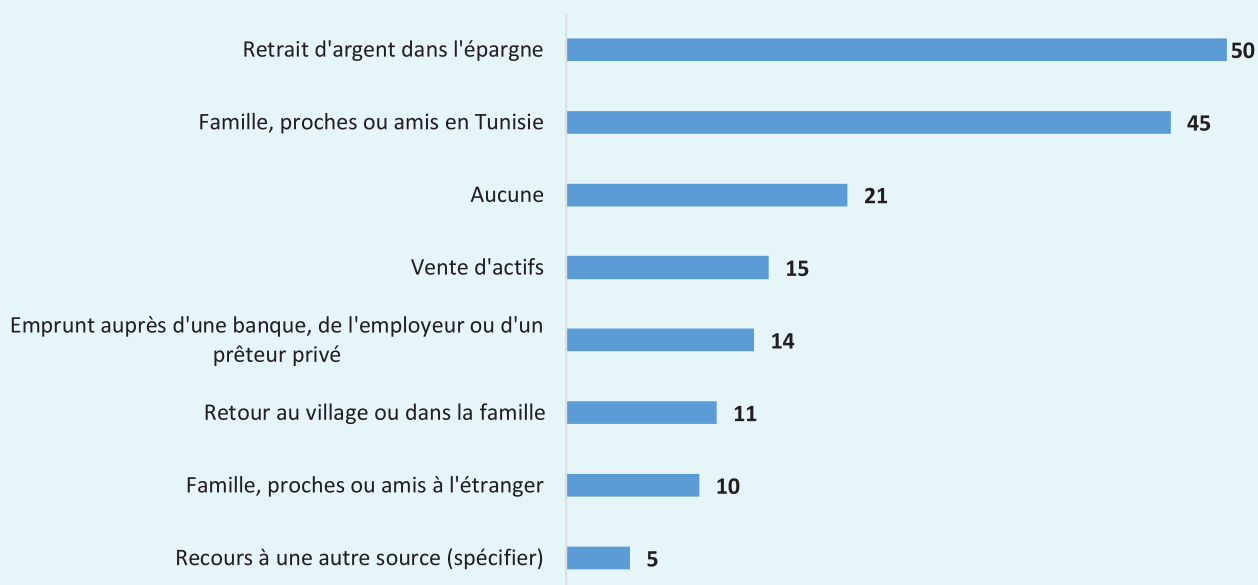
► **Graphique 28:** Sécurité alimentaire : Au cours des 7 derniers jours, avez-vous ou un membre de votre ménage a-t-il dû faire face à l'une des situations suivantes (en %) ?



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

Pour faire face à ces obstacles, la moitié des ménages ont dû utiliser leur épargne ou avoir recours à l'aide de leurs amis et de leur famille (Graphique 29).

► **Graphique 29:** Avez-vous eu besoin de recourir à ces stratégies d'adaptation depuis la fin du mois de février 2020 (en %) ?



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19

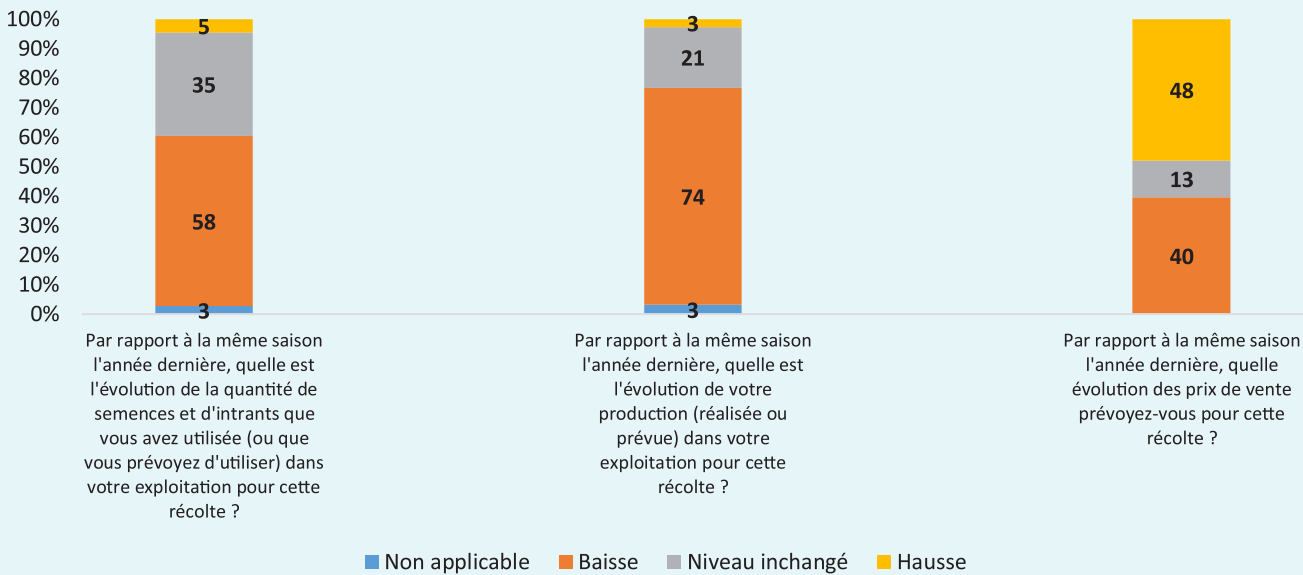
Environ 4 % des personnes interrogées ont signalé qu'elles recevaient une aide gouvernementale et 7 % une aide non gouvernementale. La proportion des personnes recevant une aide sociale est corrélée au niveau d'éducation ; le pourcentage de personnes recevant une aide augmentant parmi les personnes au niveau d'éducation le plus faible.



► Agriculteurs

L'épidémie de COVID-19 a également eu un impact négatif sur les agriculteurs qui représentaient seulement 3 % des personnes interrogées. 58 % des agriculteurs interrogés ont indiqué utiliser moins de semences et d'intrants par rapport à la même saison l'année précédente et 47 % ont eu (ou prévoient d'avoir) une récolte inférieure à celle de l'année précédente. 48 % ont indiqué qu'ils s'attendaient à une augmentation du prix des récoltes, alors que 2/5 ont indiqué qu'ils n'étaient pas optimistes et s'attendaient à une baisse des prix (Graphique 30).

► **Graphique 30:** Difficultés rencontrées par les agriculteurs depuis février 2020



Source: graphique réalisé par les auteurs à l'aide de l'enquête de suivi de l'ERF sur la COVID-19



Annexe

La pandémie de COVID-19 pose un défi particulier aux pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi qu'aux personnes vulnérables comme les travailleurs précaires et informels et aux travailleurs indépendants dont l'activité se limite à la survie. L'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance des habitants des pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est essentielle à la conception et à l'évaluation des réponses des pouvoirs publics à la crise et à l'élaboration de plans pour une reprise économique durable et équitable. Cette enquête et les séries suivantes d'enquêtes téléphoniques par panel ont été conçues dans le but de réaliser un suivi des effets de la crise sur les ménages en Tunisie.

Les personnes interrogées pour l'enquête sur les ménages sont des utilisateurs de téléphones portables âgés de 18 à 64 ans. La méthode des appels téléphoniques aléatoires a été utilisée, avec un maximum de trois tentatives en cas de non-réponse, de déconnexion ou de ligne occupée, ou de réponse avec une interview incomplète. L'échantillon a été stratifié selon la part de marché des opérateurs de téléphonie mobile.

La pondération de probabilité inverse a été utilisée pour réduire les biais par rapport à certaines dimensions observables. Une pondération a été appliquée à trois niveaux : individu, ménage et membre du ménage. Les pondérations utilisaient les facteurs suivants :

- Les parts de marchés des opérateurs de téléphonie ont été fournies par l'entreprise de collecte de données
- Nombre de téléphones par opérateur pour les individus (pondération individuelle) et membres du ménage (pondération du ménage et pondération du membre du ménage)
- Données représentatives avec caractéristiques démographiques et de ménage comparables pour pondérer les non-réponses

Environ 14 300 numéros aléatoires ont été générés, dont un tiers n'étaient pas en service. La taille totale de l'échantillon de personnes ayant répondu à l'enquête est de 2 000 personnes.

Résultats des appels téléphoniques

Tunisie	Nombre	%
Téléphone non connecté au réseau ou occupé, jusqu'à trois essais	3,783	26,4
Pas en service	4,943	34,5
Aucune réponse, jusqu'à trois essais	1,547	10,8
A décroché et a refusé	1,117	7,8
Incomplet et a refusé	493	3,4
Incomplet et rappel, jusqu'à trois essais	76	0,5
Complet	2,000	14
Non éligible	366	2,6
Total	14,325	100

► **Tableau A 1:** Variation de temps de travail, en fonction du sexe, du niveau d'éducation, de l'activité économique, du type de secteur et de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, entre février et octobre 2020

Caractéristiques principales		Baisse supérieure à 25 %	Baisse de 1 à 25 %	Niveau inchangé	Hausse de 1 à 25 %	Hausse supérieure à 25 %
Sexe	Homme	9%	21%	58%	8%	4%
	Femme	17%	10%	66%	6%	1%
Niveau d'éducation	Inférieur à l'éducation de base	7%	26%	58%	8%	0%
	Éducation de base	14%	11%	63%	10%	1%
	Secondaire	15%	13%	61%	8%	2%
	Enseignement supérieur	12%	11%	59%	5%	13%
Activité économique	Agriculture, pêche ou exploitation minière	6%	27%	59%	8%	1%
	Secteur manufacturier	18%	19%	56%	7%	0%
	BTP	10%	27%	58%	5%	0%
	Commerce de détail ou de gros	6%	16%	61%	9%	9%
	Transport et entreposage	8%	45%	32%	8%	6%
	Secteur de l'hôtellerie et de la restauration	23%	23%	43%	9%	1%
	Autres	9%	6%	71%	9%	6%
Type de secteur	Gouvernement/ secteur public	7%	12%	67%	7%	8%
	Secteur privé/ONG	13%	23%	55%	8%	1%
Économie (formelle / informelle)	Économie informelle	12%	20%	57%	11%	0%
	Économie formelle	10%	17%	62%	5%	6%

► **Tableau A 2:** Variation de revenus, en fonction du sexe, du niveau d'éducation, de l'activité économique, du type de secteur et de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, entre février et octobre 2020

Caractéristiques principales		Baisse supérieure à 25 %	Baisse de 1 à 25 %	Niveau inchangé	Hausse de 1 à 25 %	Hausse supérieure à 25 %
Sexe	Homme	9%	14%	71%	6%	1%
	Femme	7%	9%	74%	9%	0%
Niveau d'éducation	Inférieur à l'éducation de base	8%	18%	67%	7%	0%
	Éducation de base	14%	8%	74%	4%	0%
	Secondaire	12%	8%	73%	6%	1%
	Enseignement supérieur	4%	8%	80%	6%	2%
Activité économique	Agriculture, pêche ou exploitation minière	4%	21%	73%	2%	0%
	Secteur manufacturier	11%	19%	61%	9%	0%
	BTP	10%	18%	69%	3%	0%
	Commerce de détail ou de gros	5%	11%	76%	7%	1%
	Transport et entreposage	22%	9%	62%	6%	1%
	Secteur de l'hôtellerie et de la restauration	29%	9%	53%	8%	0%
	Autres	2%	8%	81%	8%	1%
Type de secteur	Gouvernement/ secteur public	1%	8%	80%	9%	1%
	Secteur privé/ONG	13%	16%	66%	5%	0%
Économie (formelle / informelle)	Économie informelle	9%	19%	65%	7%	0%
	Économie formelle	8%	7%	78%	6%	1%

► **Tableau A 3:** Variation moyenne de salaire en fonction du sexe, du niveau d'éducation, de l'appartenance à l'économie formelle ou informelle, du type de secteur et de l'activité économique

Caractéristiques principales		Variation moyenne de salaire en dinars	Variation moyenne de salaire (en %)
Sexe	Homme	-128	-7%
	Femme	-861	-6%
Niveau d'éducation	Inférieur à l'éducation de base	-283	-11%
	Éducation de base	-264	-1%
	Secondaire	-247	-5%
	Enseignement supérieur	-290	-5%
Activité économique	Agriculture, pêche ou exploitation minière	-58	-4%
	Secteur manufacturier	-661	-2%
	BTP	-406	-27%
	Commerce de détail ou de gros	-325	-12%
	Transport et entreposage	-218	3%
	Secteur de l'hôtellerie et de la restauration	-1061	-28%
	Autres	-37	-4%
Secteur public/privé	Gouvernement/secteur public	-20	-2%
	Secteur privé/ONG	-483	-11%
Économie formelle/informelle	Économie informelle	-484	-10%
	Économie formelle	-116	-5%

Remerciement

Ce rapport est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida), en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), et le projet faire avancer l'Agenda du Travail décent en Afrique du Nord - Projet ADWA'.

